

*L'économie sociale et les coopératives,  
une économie à visage humain pour  
répondre aux besoins croissants de  
demain, tels que la petite enfance.*



# Les coopératives répondent aux nouveaux besoins de la société

Nouveaux modes de garde d'enfants, conditions de logement des personnes âgées, alimentation durable, préservation de l'environnement... Les coopératives, Scop et Scic, sont une réponse cohérente et collective à bon nombre de besoins qui émergent dans la société.

D

epuis des décennies, les acteurs de l'économie de proximité qu'incarne l'ESS et particulièrement les coopératives sont à la pointe pour voir émerger les besoins non satisfaits des collectivités humaines, soit que les services publics n'aient pas détecté les signaux faibles ou manquent de financements, soit que le secteur privé lucratif n'y trouve pas encore de marges de rentabilité... Mieux même : la forme collective des coopératives, impliquant tout l'écosystème local, répond parfaitement à la recherche et l'expérimentation de ces nouvelles tendances.

Alors que ce que Pierre Bourdieu appelait la main gauche de l'Etat, la dimension protectrice de la puissance publique, ne parvient plus à assumer le coût de pans entiers de la solidarité à l'égard des plus faibles, l'économie sociale et les coopératives parviennent à répondre aux besoins

croissants de demain, tels que la dépendance, l'autonomie des personnes âgées, la petite enfance, mais aussi la biodiversité et l'alimentation saine.

« *Les habitants de Clichy-sous-Bois n'arrivaient plus à se faire soigner ou alors au prix de longues semaines d'attente pour les spécialistes*, raconte le docteur Bernard Huyhn, syndicaliste médical engagé et gérant bénévole de la Scic Med Clichy. *Nous ne sommes qu'à quelques kilomètres de Paris, mais le territoire devenait un désert médical... Avec le soutien de la mairie, nous avons créé en 2014 une nouvelle maison de santé, accueillant des médecins anciennement installés dans la commune et des jeunes praticiens que nous essayons de fidéliser.* » Ouverte 6 jours sur 7, la maison de santé regroupe 22 professionnels, dont deux spécialistes, sept généralistes, trois dentistes, des psychologues et des infirmières.



## )Dossier(



### Lutter contre les déserts médicaux

« Pour que le projet soit viable, on a besoin de ces équipes nombreuses, complétées par une dizaine de techniciens et d'administratifs, poursuit Bernard Huyhn. La Scic donne plus de sécurité aux médecins qu'une SCM (Société civile de moyens), la forme habituelle des maisons de santé, qui ne fait que juxtaposer des médecins libéraux. Les collectivités locales devraient encourager les Scic qui associent les professionnels et les habitants, mais elles préfèrent construire des bâtiments avant de monter un projet collectif, qui ne va pas fonctionner... »

Comme la Scic Med Clichy, la Scic Habiter autrement de Cerizay (Deux-Sèvres) est elle aussi un modèle unique qui ne demande qu'à essaimer. C'est la première coopérative d'intérêt collectif à gérer un Ehpad. Elle s'est créée fin 2016, là encore avec le soutien de la mairie, grâce à l'ADMR, une association nationale du secteur médico-social. « Les Deux-Sèvres comptent plus de 70 maisons de retraite, précise Jérôme Houmault, directeur général de la Scic SAS. C'est tout public ou tout privé. Nous proposons une solution alternative, entre les gros établissements et le domicile, avec des prestations pour les résidents et un prix accessible. »

Dans cet établissement de 26 lits, les familles ont aussi leur place dans la gouvernance. « Nous croyons à l'avenir de ces Ehpad à taille humaine avec des petits services mutualisés, complète Jérôme Houmault. L'ADMR a défini le concept Habiter autrement que nous commençons à dupliquer



Le fonctionnement coopératif ouvre des perspectives dans le domaine de la santé.

d'autres départements. Et nous pensons adapter aussi le statut coopératif à d'autres services à la personne, statut qui associe toutes les parties intéressées autour d'un projet de territoire. »

### Des solutions pour l'autonomie des seniors

Autre innovation sociale, partie de Lyon celle-ci, celle de Trois Colonnes. Cette coopérative, créée en 2013, traite aussi de la dépendance et du logement des personnes âgées, mais par le moyen du viager solidaire. « Tout le monde a envie de bien vieillir à domicile, mais on n'en a pas toujours les moyens, assure Sébastien

Tchernia, gérant de Trois Colonnes. C'est pourquoi, notre solution est de proposer à des personnes propriétaires de leur logement de nous le vendre sous forme de viager, avec un capital, le bouquet, et une rente, qui leur rapporte des revenus réguliers, pour leurs soins par exemple. En outre, nous les déchargeons des tâches administratives. Et en plus, nous leur proposons une gamme de services : du portage de repas à domicile, du sport adapté avec l'association Siel bleu, des visites à leur appartement, etc. »

En s'adossant au système coopératif, Trois Colonnes évite le côté spéculatif des achats immobiliers, associe des partenaires institutionnels garants du bon

## « Les coopératives sont toujours parties de besoins concrets et se



Sandrine Aboubadra

### Trois questions à :

Sandrine Aboubadra, responsable de projet Prospective des métiers et des qualifications à France Stratégie

### Pourquoi France stratégie, organisme de réflexion rattaché au Premier ministre, se préoccupe-t-il de l'évolution des métiers et des qualifications ?

Le rapport de France Stratégie *Les métiers en 2022* est un travail prospectif que nous avons entrepris avec la DARES (Direction des statistiques du ministère du Travail) depuis 2012. Il vise à fournir des éléments d'aide à la décision pour nourrir les politiques publiques dans le secteur emploi-formation et dans un contexte



La Scop Trois colonnes a réuni ses bénéficiaires pour une matinale « bien dans son corps, bien dans sa tête ».

fonctionnement et ouvre son capital à des épargnants solidaires, pour financer de nouvelles acquisitions. Afin d'éviter les dérives qui peuvent s'attacher au viager, l'entreprise réalise, avec ses partenaires, une enquête sociale pour sélectionner les personnes qui ont un réel besoin de cette solution. La dimension solidaire du projet est couronnée par l'engagement de l'entreprise de remettre les logements, au décès de leur occupant, dans le circuit de la location solidaire, au bénéfice de per-

sonnes à faibles revenus. Depuis le début, Trois Colonnes compte 80 bénéficiaires, dont les deux tiers en Rhône-Alpes-Auvergne, et 20 locations solidaires. « Pour les unes et les autres, les demandes sont de plus en plus importantes chaque année, répondant à de réels besoins », conclut Sébastien Tchernia.

Comme dans l'entourage des fondateurs de Trois Colonnes, c'est souvent la confrontation avec ces nouveaux besoins, qui donnent des idées aux entrepreneurs

coopératifs. C'est ainsi une rencontre entre un événement personnel (le décès de sa grand-mère), l'envie de créer son entreprise (elle était salariée dans le tourisme) et le constat que le secteur des pompes funèbres devenait purement financier, qui ont incité Sabine Le Gonicdec, à fonder la Coop funéraire de Nantes, avec deux associées. La Scic est née il y a un an sur le modèle des coopératives funéraires du Québec et des coopératives de consommateurs d'Angleterre.



## sont organisées pour y répondre »

qui vise à renforcer l'individualisation des parcours, en améliorant leurs capacités, leur autonomie et leur mobilité. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les évolutions dans les métiers sont lentes ! Peu de métiers disparaissent complètement, peu de métiers sont en forte hausse. Dans l'ESS, on voit apparaître ces métiers nouveaux, mais vont-ils se développer ? C'est ce que nous essayons d'analyser au travers de monographies annuelles, comme celle parue sur le numérique et

celle en cours sur le recyclage. Dans ce secteur, il y a par exemple de nombreuses coopératives. Elles sont toujours parties de besoins concrets, se sont organisées pour répondre à ces besoins. Ensuite, le marché se stabilise et le secteur privé lucratif arrive... L'ESS et les coopératives doivent réfléchir à leur différenciation. Dans le recyclage, mais aussi dans la santé et les services à la personne, où elles sont présentes, elles doivent grandir, changer d'échelle et s'adapter à la concurrence.

### Sur l'ensemble des métiers que vous avez analysés, quelles sont les grandes tendances de fond ?

Il y a d'abord la poursuite de la tertiarisation des emplois, tendance dans laquelle les emplois de l'ESS ont une part importante depuis les années d'après-guerre. Ensuite, la féminisation se poursuit : dans la structure des emplois, les emplois dynamiques sont plutôt féminisés et les emplois les plus qualifiés sont plutôt paritaires (sauf l'informatique). Enfin,



## )Dossier(



« Au Québec, les coopératives funéraires sont nées il y a une trentaine d'années, précise Sabine Le Gonidec, parce que des personnes étaient obligées de s'endetter pour payer un enterrement et parce que les services n'étaient pas satisfaisants. Nous avons repris ce modèle pour proposer un prix juste et surtout de l'accueil et de l'information. Nous mettons en avant principalement un rituel laïc, qui est la demande de nombreux parents. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes viennent nous voir, ainsi que des acteurs médico-sociaux, parce qu'ils comprennent que notre modèle coopératif ne cherche pas à exploiter le chagrin, mais à les accompagner. » C'est évidemment un besoin qui n'est pas limité à la région nantaise. La coop funéraire de Nantes veut aider d'autres entreprises à naître comme à Bordeaux.

### Une crèche itinérante

On le voit, avec le vieillissement de la population, de nombreuses initiatives coopératives naissent autour de la dépendance et de l'autonomie, mais l'autre bout de la vie n'est pas oublié ! Les coopératives apportent aussi des réponses humaines, en regroupant les bonnes initiatives locales. Pour les petits enfants, une question demeure récurrente : celle des modes de garde confrontés à des horaires mal adaptés, à des prix trop élevés, et à des effets de seuil pour le nombre d'enfants accueillis. La création de la Scop E2S il y a 5 ans, à Montreuil (Seine-Saint-Denis) cherche à répondre à ces différentes problématiques. « La question des besoins non couverts dans les quartiers prioritaires, plutôt à des-



Pour les petits enfants, une question demeure récurrente : celle des modes de garde confrontés à des horaires mal adaptés.

« tination des femmes, était clairement notre programme de départ pour la création de la coopérative, souligne Valérie Malhouitre, co-gérante d'E2S. Et nous avons constaté que le premier frein à l'insertion professionnelle des femmes, c'était le mode de garde : elles ont besoin de débloquer du temps en journée pour trouver du travail. C'est pourquoi nous avons inventé toute une gamme de propositions pour elles. »

La plus spectaculaire de ces solutions est la crèche itinérante, qui s'établit deux

jours par semaine à Montreuil et à Bondy : la bébé-car a dans ses soutes de quoi accueillir des enfants dans les locaux mis à disposition par les collectivités locales. Il y a aussi une garderie éphémère, une fois par semaine dans les centres sociaux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Et aussi des garderies événementielles, lors de rendez-vous ponctuels, comme les journées portes ouvertes des missions locales. « Nous nous positionnons dans la continuité des services publics, sans nous substituer aux

on observe les mouvements dans les bassins d'emploi : on constate malheureusement la présence dominante d'emplois précaires dans des zones déjà fragiles et des emplois plus permanents dans les zones plus riches. Il y a là aussi un enjeu fort pour les coopératives, avec la relocalisation des emplois, notamment dans les services aux personnes.

### Quels sont les scénarios envisagés et quelle place peuvent y prendre les coopératives ?

Nous faisons des projections d'emplois et de besoin en recrutement en se fondant

sur la dynamique passée et actuelle des activités et des métiers, sur les tendances macro-économiques et sur les évolutions démographiques du marché du travail. On anticipe par exemple que les services aux personnes vont continuer de progresser, à la fois parce que la pyramide des âges de la population est vieillissante, mais aussi parce qu'il y a des départs à la retraite dans ce secteur. Le management informatique et la recherche devraient aussi se développer. Dans notre rapport de 2015, nous évoquons en effet trois scénarios : un scénario moyen qui suit la tendance, avec des contraintes budgétaires et la

baisse du nombre de fonctionnaires, un scénario pessimiste, sans reprise économique et un scénario optimiste, avec des gisements d'emplois nouveaux dans la transition énergétique, la transition numérique et les services à la personne. Dans tous ces secteurs, l'ESS et les coopératives inventent de nouveaux métiers, ce qu'elles ont toujours fait. Vont-elles résister et se développer ? Nous le saurons peut-être avec notre nouvelle étude qui nous amène jusqu'en 2030.

Propos recueillis par  
Éric Larpin



La Scop Cambuza, près d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) est un drive citoyen, qui propose des produits bio et/ou locaux.

autres modes de garderie, ajoute Valérie Malhouitre. Cela signifie qu'on co-construit des solutions sur chaque territoire avec les parties prenantes. »

Ce mode d'action a rapproché E2S d'autres coopératives de la petite enfance. Ensemble, à cinq pour démarrer, elles viennent de porter sur les fonds baptismaux la nouvelle Scic Coop Petite enfance, pour développer de nouveaux projets ailleurs en France. Parmi ces nouveaux projets, il y aura peut-être des micro-crèches solidaires, un véritable nouveau besoin, qui reste pour l'heure cantonné à des ménages aisés et que Valérie Malhouitre voudrait voir étendu à des familles plus modestes.

Entre la petite enfance et le grand âge, les coopératives ne se détournent évidemment pas des besoins fondamentaux. Depuis le début des années 2000, on a vu monter les enjeux d'une alimentation saine. Les coopératives sont ainsi nombreuses à se positionner sur ce créneau, leurs valeurs croisant celles d'une alimentation douce et locale. « Notre idée initiale est bien de développer le bio en Région Rhône-Alpes-Auvergne, affirme Kevin Guillermin, co-directeur de Grap. L'entreprise a pris la forme particulière d'une Scic CAE, qui permet d'apporter des réponses collectives et de la mutualisation de services aux porteurs

de projet du bio et aussi de prendre des participations minoritaires dans des entreprises associées. Aussi bien ces structures que les entrepreneurs-salariés doivent valider un cahier des charges très exigeant. »

La coopérative créée en 2012 à Lyon regroupe désormais 85 salariés, dont une dizaine pour les fonctions support de la CAE, et 12 entreprises associées (épiceries bio, paniers bio, boucherie, etc.), qui sont sous statut coopératif ou commercial, mais avec l'obligation d'ouvrir leur capital aux salariés. Le projet a accompagné le boom du marché bio (+ 20 % en 2016) et ne cesse de susciter de nouvelles initiatives, comme un restaurant en Scop à Tours ou la Scop Cuisine itinérante, qui gèrera l'épicerie de la Halle de la Martinière à Lyon. « Notre projet collectif est politique, avec l'objectif d'augmenter la diffusion du bio », se réjouit Kevin Guillermin. Et bien sûr, dans l'alimentation bio, comment ne pas citer le réseau Biocoop dont de plus en plus de membres se créent ou se transforment en Scop, encouragés par le réseau qui y voit une forme d'avenir cohérente avec son projet.

### Drive citoyen

Il y a la même satisfaction pour Fabrice Maunier d'avoir porté un projet qui associe le collectif (ils sont trois associés) et l'alimentation durable. La Scop Cam-

buza, près d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) est un drive citoyen, qui propose, depuis l'an dernier, des produits bio et/ou locaux, disponibles en ligne et que les consommateurs viennent chercher dans la boutique. « Avec la Scop, on se situe dans un écosystème humain, indique Fabrice Maunier. Comme nous, notre public militant est attentif aux produits de qualité, qui valorisent le local et l'économie des émissions carbone. »

Au-delà de l'alimentation durable, de nombreuses coopératives se préoccupent de l'environnement et de la biodiversité. La Scop Aquabio, de Saint-Germain du Puch (Gironde) se veut la sentinelle de la flore et de la faune des points d'eau. « En 1998, j'ai d'abord créé mon emploi, se rappelle Bruno Fontan, son gérant. Puis avec des marchés publics, la société s'est développée jusqu'à 90 salariés sur six sites. Mais être patron ne m'allait pas du tout ! Nous avons transformé la société en Scop en 2007 et en Scop SA en 2011. Je suis plus un militant coopératif qu'un militant de l'écologie ! ».

Numéro un en France pour ce type de prélèvements aquatiques, Aquabio a les cartes en main pour poursuivre son rythme de développement, avec des habitants de plus en plus investis dans l'environnement, mais aussi de nouvelles compétences pour les agglomérations dans la protection des milieux aquatiques et une directive européenne qui fixe des objectifs d'assainissement de l'eau jusqu'en 2032.

Dépendance, petite enfance, alimentation durable, bio-diversité : les réponses des coopératives ne s'arrêtent pas à ces domaines encore peu ou mal satisfaits. Il est dans l'objet même des Scop que de favoriser l'emploi, sa pérennité, son ancrage local et la qualité de vie au travail, quel que soit leur métier. Les Scic sont par nature un levier de développement local. Mais quelle qu'en soit la forme, les coopératives sont déjà très nombreuses (et copiées !) dans le recyclage ou la mobilité douce et s'attaquent aujourd'hui à de nouveaux besoins sociétaux, comme l'accessibilité numérique, les autres services aux particuliers et toujours bien sûr l'insertion des personnes fragiles. □

Éric Larpin